ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 5 janvier 1988, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers", a donné le 8 janvier 1988 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 5 januari 1988 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen", heeft op 8 januari 1988 het volgend advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

+

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations qui suivent.

+

OBSERVATION GENERALE.

Il y a lieu de rappeler que la loi du 14 juillet 1987 apportant des modifications, en ce qui concerne notamment les réfugiés, à la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, ne saurait délier la Belgique de l'obligation de respecter ses engagements internationaux, ni priver les personnes relevant de sa juridiction des droits qu'elles tiennent de dispositions du droit international conventionnel, directement applicables dans l'ordre juridique interne.

C'est sous cette réserve que l'arrêté en projet sera examiné.

+

EXAMEN DU TEXTE.

Préambule.

Alinéa 1er :

La fin de cet alinéa serait mieux rédigée comme suit : "..., modifiée par les lois des 28 juin 1984 et 14 juillet 1987;".

Alinéa 2 :

A la fin cet alinéa, mieux vaut écrire : "..., modifié par les arrêtés royaux des 2 avril 1984, 16 août 1984, 14 février 1986 et 9 mars 1987;".

Dispositif.

Articles 2 et 3.

Dans les articles 72 et 72 bis en projet, introduits par le projet d'arrêté dans l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, une annexe 25 est visée.

.../...

Dans cette annexe 25, il convient, dans la case réservée à l'autorisation d'entrée, de supprimer le mot "CACHET" et, d'autre part, de préciser le délai dans lequel le réfugié est tenu de se présenter à l'administration communale du lieu où il compte loger, ainsi qu'au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

Il y a lieu de prévoir, dans l'annexe, une case "Adresse utile", destinée à être complétée par l'adresse du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

+

L'article 72bis, alinéa 1er, en projet, qui figure sous l'article 3 du projet, serait mieux rédigé de la manière suivante :

"L'étranger qui se présente à la frontière sans être porteur des documents requis, qui se déclare réfugié auprès des autorités chargées du contrôle aux frontières et qui ne fait pas l'objet ... (la suite comme au projet)".

Le même texte est proposé pour l'article 72ter, alinéa 1er, en projet, qui figure sous l'article 4 du projet. A la fin de cet alinéa, il y a lieu d'écrire : "est refoulé par ces autorités".

Article 4.

L'alinéa 2 de l'article 72ter, en projet, serait plus précisément rédigé de la manière suivante :

.../...

"Celles-ci lui notifient la décision de refus d'entrée visée à l'article 52, § 1er, de la loi, avec refoulement, et, le cas échéant, la décision ministérielle, visée à l'article 53bis de la loi, tendant à le reconduire... (la suite comme au projet)".

De l'accord des fonctionnaires délégués, il convient, au verso de l'annexe 25bis, visée à la fin de l'alinéa 2 de l'article 72ter, en projet, de mentionner le caractère suspensif ou non des recours qui y sont énumérés.

En outre, ce document doit être complété par la mention du lieu dans lequel les délégués du Ministre de la Justice recevront les demandes urgentes de réexamen, ainsi que par la mention de l'adresse du président du tribunal de première instance.

Ces observations valent pour l'ensemble des annexes comprenant pareilles mentions.

Article 5.

Il convient de compléter l'article 73 en projet, en ajoutant, après les mots "et qui se déclare réfugié", les mots ", dans les huit jours ouvrables de son arrivée,".

Article 6.

Le texte de l'article 74, § 4, alinéa 1er, en projet, serait plus clair si les mots "et que l'intéressé se déclare réfugié" étaient remplacés par les mots "et que l'intéressé se déclare réfugié par la suite".

.../...

Article 7.

A l'alinéa 2 de l'article 75, en projet, mieux vaut écrire :

"Lorsque le Ministre de la Justice ou son délégué a décidé, conformément à l'article 52, § 2, de la loi, ... (la suite comme au projet)".

L'article 75, alinéa 2, en projet, vise le "modèle figurant à l'annexe 26bis". Au verso de cette annexe, il y a lieu d'ajouter, à la fin du second tiret et après les mots "dans les soixante jours de la présente notification", les mots ", sauf dans le cas où une demande urgente de réexamen est introduite auprès du Ministre de la Justice. Dans ce cas, il n'y a pas lieu d'introduire un recours en annulation auprès du Conseil d'Etat".

Article 8.

Le début de l'article 76 en projet doit être rédigé comme suit :

"Sous réserve de l'effet suspensif prévu par l'article 57/11, alinéa 3, de la loi, l'étranger ... (la suite comme au projet)".

.../...

La même rédaction vaut pour l'article 77, alinéa 1er, en projet, qui figure sous l'article 9 du projet.

Articles 12, 13 et 14 (devenant l'article 12).

Ces articles apportent des modifications au même article de l'arrêté royal précité du 8 octobre 1981. L'usage recommande de grouper en un seul article les modifications apportées à une même disposition.

La phrase liminaire suivante est dès lors proposée :

"A l'article 80 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 2, l'alinéa 1er est remplacé par l'alinéa suivant :

"L'étranger ...";

2° au paragraphe 2, alinéa 2, la mention "2°" est supprimée;

3° il est inséré un paragraphe 3 rédigé comme suit :

"§ 3. ...".

.../...

Article 16 (devenant l'article 14).

Le début de l'article 83 en projet doit être libellé de la même manière que les articles 76 et 77, alinéa 1er, à savoir :

"Sous réserve de l'effet suspensif prévu par l'article 57/11, alinéa 3, de la loi, l'étranger ...".

Article 18 (devenant l'article 16).

Dans l'article 88bis, en projet, il y a lieu, conformément à l'article 62, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, de remplacer, au début de la seconde phrase, les mots "L'administration communale notifie ..." par les mots "Le bourgmestre ou son délégué notifie ...".

Article 20 (devenant l'article 18).

Dans l'article 113bis, alinéa 2, en projet, pour que la sécurité juridique des intéressés soit garantie, il convient, de l'accord des fonctionnaires délégués, que l'étranger qui introduit une demande urgente de réexamen se voie remettre un accusé de réception de cette demande.

Dès lors, il est proposé de compléter l'alinéa 2 de l'article 113bis, en projet, de la manière suivante :

.../...

"Lorsqu'elle est dirigée ... le jour et l'heure auxquels elle a été introduite et qui en remet un accusé de réception à l'étranger ou à son conseil".

+

Annexes.

Les annexes à un arrêté royal doivent, chacune, porter la mention :

"Vu pour être annexé à l'arrêté royal du ...".

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de Regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

+

Binnen de korte termijn die hem is toegemeten, moet de Raad van State zich beperken tot het maken van de volgende opmerkingen.

+

ALGEMENE OPMERKING.

Er dient te worden op gewezen dat de wet van 14 juli 1987 waarbij, voor wat bepaaldelijk de vluchtelingen betreft, wijzigingen worden aangebracht in de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, België niet zou kunnen ontslaan van de verplichting om zijn internationale verbintenissen na te leven, noch de personen die onder

.../...

zijn rechtsmacht ressorteren de rechten zou kunnen ontzeggen die zij ontlenen aan bepalingen van het internationaal verdragsrecht die rechtstreeks toepasselijk zijn in de binnenlandse rechtsorde.

Onder dit voorbehoud is het dat het ontworpen besluit wordt onderzocht.

+

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Aanhef.

Eerste lid :

Het zou beter zijn het slot van dit lid als volgt te redigeren : "..., gewijzigd bij de wetten van 28 juni 1984 en 14 juli 1987;".

Tweede lid :

Het zou beter zijn aan het slot van dit lid te schrijven : "..., gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 2 april 1984, 16 augustus 1984, 14 februari 1986 en 9 maart 1987;".

.../...

Bepalend gedeelte.

Artikelen 2 en 3.

In de ontworpen artikelen 72 en 72bis, die door het ontworpen besluit worden ingevoegd in het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wordt verwezen naar een bijlage 25.

In die bijlage 25 behoren in het vak dat bestemd is voor de machtiging tot binnenkomst, de woorden "STEMPEL VAN" te vervallen en moet bovendien worden bepaald binnen welke termijn de vluchteling zich dient te melden bij het gemeentebestuur van de plaats waar hij zal logeren alsook bij het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen.

Het is geboden om in de bijlage plaats in te ruimen voor een vak "Nuttig Adres", waar het adres van het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen ingevuld zou moeten worden.

+

Het zou beter zijn het ontworpen artikel 72bis, eerste lid, dat onder artikel 3 van het ontwerp staat, in dezer voege te stellen :

"De vreemdeling die zich aan de grens aanmeldt zonder in het bezit te zijn van de vereiste documenten, die zich bij de met de grenscontrole belaste overheden vluchteling verklaart ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Dezelfde tekst wordt voorgesteld voor het ontworpen artikel 72ter, eerste lid, dat onder artikel 4 van het ontwerp staat. Aan het einde van dat lid schrijve men : "wordt door die overheden teruggedreven".

.../...

Artikel 4.

Het tweede lid van het ontworpen artikel 72ter zou nauwkeuriger zijn indien het als volgt werd gerediGeerd :

"Die overheden brengen hem de in artikel 52, § 1, van de wet bedoelde beslissing tot weigering van toegang tot het grondgebied, met terugdrijving, en, in voorkomend geval, de in artikel 53bis van de wet bedoelde ministeriële beslissing om hem terug te leiden ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Op de keerzijde van bijlage 25bis, waarnaar wordt verwezen aan het einde van het tweede lid van het ontworpen artikel 72ter, zou moeten worden aangegeven of de beroepen die erin vermeld zijn al of niet schorsend werken. De gemachtigde ambtenaren zijn het hiermede eens.

Bovendien behoort dat document te worden aangevuld met de vermelding van de plaats waar de gemachtigden van de Minister van Justitie de dringende verzoeken tot heronderzoek in ontvangst zullen nemen, alsook met de vermelding van het adres van de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg.

Deze opmerkingen gelden voor alle bijlagen waar dergelijke vermeldingen op voorkomen.

Artikel 5.

In het ontworpen artikel 73 dienen de woorden "en die zich vluchteling verklaart", te worden vervangen door de woorden "en die binnen acht werkdagen na zijn aankomst verklaart vluchteling te zijn".

.../...

Artikel 6.

De tekst van het ontworpen artikel 74, § 4, eerste lid, zou duidelijker zijn indien de woorden "en de betrokkene zich vluchteling verklaart", vervangen werden door de woorden "en de betrokkene daarna verklaart vluchting te zijn".

Artikel 7.

In het ontworpen tweede lid van artikel 75 schrijve men :

"Wanneer de Minister van Justitie of zijn gemachtigde, overeenkomstig artikel 52, § 2, van de wet, beslist dat ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Het ontworpen artikel 75, tweede lid, verwijst naar "het model van bijlage 26bis". Op de keerzijde van die bijlage dienen aan het slot van het tweede streepje, na de woorden "binnen 60 dagen na deze kennisgeving", te worden toegevoegd de woorden ", behalve ingeval een dringend verzoek tot heronderzoek ingediend wordt bij de Minister van Justitie. In dat geval is er geen aanleiding om een beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State in te stellen".

Artikel 8.

Het begin van het ontworpen artikel 76 moet als volgt worden geredigeerd :

"Onder voorbehoud van de opschortende werking, bedoeld bij artikel 57/11, derde lid, van de wet, wordt de vreemdeling ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Dezelfde redactie geldt voor het ontworpen artikel 77, eerste lid, dat voorkomt onder artikel 9 van het ontwerp.

Artikelen 12, 13 en 14 (die artikel 12 worden).

Deze artikelen wijzigen hetzelfde artikel van het voornoemde koninklijk besluit van 8 oktober 1981. Het is gebruikelijk de wijzigingen die in een zelfde bepaling worden aangebracht, in één enkel artikel samen te brengen.

De volgende inleidende volzin wordt derhalve voorgesteld :

"In artikel 80 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, wordt het eerste lid vervangen door het volgende lid :

"De vreemdeling ...";

2° in paragraaf 2, tweede lid, wordt de vermelding "2°" geschrapt;

3° een paragraaf 3 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 3. ...".

.../...

Artikel 16 (dat artikel 14 wordt).

Het begin van het ontworpen artikel 83 moet worden geformuleerd op dezelfde wijze als de artikelen 76 en 77, eerste lid, namelijk :

"Onder voorbehoud van de opschortende werking, bedoeld bij artikel 57/11, derde lid, van de wet, wordt de vreemdeling ...".

Artikel 18 (dat artikel 16 wordt).

In het ontworpen artikel 88bis, vervange men, overeenkomstig artikel 62, eerste lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, aan het begin van de tweede volzin de woorden "Het gemeentebestuur geeft ... kennis ..." door de woorden "De burgemeester of zijn gemachtigde geeft ... kennis ...".

Artikel 20 (dat artikel 18 wordt).

Opdat de betrokkenen volle rechtszekerheid hebben, is het nodig in het ontworpen artikel 113bis, tweede lid, te bepalen - de gemachtigde ambtenaren zijn het daarmee eens - dat aan de vreemdeling die een dringend verzoek tot heronderzoek indient, een bewijs van ontvangst van dat verzoek afgegeven wordt.

.../...

Derhalve wordt voorgesteld het tweede lid van het ontworpen artikel 113bis als volgt te redigeren :

"Wanneer het gericht is tegen ... de dag en het uur vermeldt waarop het ingediend is en een ontvangbewijs ervan afgeeft aan de vreemdeling of aan diens raadsman".

+

Bijlagen.

Elke bijlage bij een koninklijk besluit moet de vermelding bevatten :

"Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van ...".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J.-Cl. GEUS, staatsraden,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.
Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. J.-J. STRYCKMANS.